



Cofinancé par
l'Union
européenne



GIPEAM
Commande publique

MARCHÉ PUBLIC
ACCORD-CADRE DE
FOURNITURES&SERVICES

Marché de prestations de services de voyages professionnels pour le GIPEAM

Cahier des Clauses Particulières

Consultation n°

25GIPEAM18

CONTACT

-

1, rue du Receveur Madi Combo
Lotissement Mlézi

www.europe-a-mayotte.yt





SOMMAIRE

Eléments clés du contrat	
Introduction	
Définitions	
PARTIE 1. CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIERES	
1. Objet	
2. Structure et forme	
3. Durée	
4. Modalités d'exécution.....	
5. Prix et conditions de paiement.....	
6. Conditions de réalisation des prestations.....	
7. Obligations du titulaire.....	
8. Litige et sanctions.....	
9. Fin du marché	
PARTIE 2. CLAUSES TECHNIQUES PARTICULIERES.....	
1. Description des prestations attendues.....	
2. Exigence de qualité, de réactivité et d'organisation	

ÉLÉMENTS CLÉS DU CONTRAT

	Objet du contrat	Prestations de services de voyages professionnels pour le GIPEAM
	Acheteur	GIPEAM
	Type de contrat	Accord-cadre à bons de commande ; sans minimum et avec maximum ; mono-attributaire
	Lieu d'exécution	Mayotte
	Durée	12 Mois ; reconductible 3 fois 12 mois
	Pénalités de retard	Pour plus de détails, cf. Article 8. du CCP
	Variation des prix	Non ferme
	Nature des prix	Unitaire
		Les prestations sont facturées selon les tarifs disponibles au moment de la commande.





INTRODUCTION

Dans le cadre du bon fonctionnement de ses services et de la gestion optimale de la mobilité professionnelle de ses agents, le GIPEAM souhaite mettre en place un marché relatif à la prestation de services de voyages.






Ce marché a pour objectif de répondre aux besoins d'organisation et de réservation de déplacements professionnels des agents du GIPEAM, en garantissant des prestations fiables, réactives et adaptées aux contraintes de service.

Le titulaire du marché devra assurer :

- La réservation et l'émission de titres de transport (aérien, ferroviaire etc.) ;
- La réservation d'hébergements conformes aux besoins exprimés (hôtels, logements temporaires) ;
- La location de véhicules le cas échéant ;
- L'assistance et le service après-vente en cas d'imprévus (annulations, modifications, retards, etc.).

Il devra proposer un service performant, accessible et réactif, s'appuyant sur des outils numériques adaptés, une organisation claire et des interlocuteurs identifiés.

DEFINITIONS

 Contrat	Le contrat est un accord-cadre passé en marché à procédure adaptée (Article R2123-1° - Code de la commande publique). Le contrat fait référence au <u>CCAG Fournitures courantes et services du 30 mars 2021</u> . Le terme contrat désigne également le présent document, ses annexes et les autres pièces constitutives de l'accord-cadre.
 Acheteur	Le GIPEAM agit en tant que pouvoir adjudicateur lors de la passation du marché.
 Bénéficiaire	Le GIPEAM est le bénéficiaire des prestations.
 Titulaire	Le titulaire désigné dans le contrat est l'opérateur économique qui conclut le contrat avec l'acheteur.
 Prestation	La prestation est l'ensemble des tâches prévues au contrat qui incombent au titulaire et rémunérées par le GIPEAM. Le terme prestation vise également une partie du contrat soumise à des règles spécifiques.





PARTIE 1. CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIERES

1. OBJET

Le marché a pour objet des prestations de services de voyages professionnels pour le GIPEAM.

La prestation inclut :

- **La gestion des prestations de transport, d'hébergement et de services annexes** : prise en charge de la réservation et de l'émission des titres de transport (avion, train), réservation des nuitées d'hôtel, et, le cas échéant, location de véhicules ou autres prestations liées aux déplacements des agents du GIPEAM, dans le cadre de missions, de formations ou de réunions professionnelles.
- **Un service d'assistance, de conseil et de suivi personnalisé** : accompagnement à la recherche des meilleures solutions logistiques et tarifaires, service d'assistance avant et pendant les déplacements, gestion des urgences, modifications ou annulations, ainsi qu'un système de reporting régulier (statistiques des déplacements, consommation budgétaire, etc.).

2. STRUCTURE ET FORME

■ 2.1. Décomposition de la prestation et forme du contrat :

La forme retenue pour l'exécution du contrat est un accord-cadre mono-attributaire exécuté par l'émission de bons de commande selon les articles L.2125-1 et R. 2162-1 à R.2162-14 du Code de la Commande publique.

■ 2.2. Nature de la prestation :

Les prestations relèvent d'un contrat de fournitures et services.

■ 2.3. Allotissement :

Conformément aux dispositions de l'article L.2113-11 2° du Code de la commande publique, le présent marché n'a pas été alloté.

En effet, les prestations attendues (réservations de titres de transport, hébergement, assistance logistique, gestion des modifications ou urgences, reporting, etc.) sont techniquement et fonctionnellement interdépendantes. Elles doivent être coordonnées par un prestataire unique, en mesure d'assurer une exécution fluide, rapide et cohérente des déplacements professionnels des agents du GIPEAM.

L'allotissement aurait pour effet :

- de multiplier les interlocuteurs pour un même déplacement (ex. : un transporteur, un hôtelier, un loueur de véhicules différents),
- de complexifier la coordination et la gestion administrative,
- d'allonger les délais de traitement et de réservation,
- et, potentiellement, d'augmenter les coûts globaux de gestion.

Ces considérations de fait (nature des prestations) et de droit (article L.2113-11, 2° CCP) justifient pleinement la passation d'un marché non alloté.

CONTACT

1, rue du Receveur Madi Combo

www.europe-a-mayotte.yt

-

Lotissement Mlézi





L'accord-cadre est attribué à un opérateur économique. Il y aura au maximum un (1) attributaire titulaire, suivi d'un suppléant en cas d'absence ou d'incapacité du titulaire.

3. DURÉE

■ 3.1 Durée du contrat :

Le contrat est conclu pour une durée de **12 mois** à compter de la date indiquée dans le courrier de notification.

■ 3.2. Reconduction du contrat :

Le contrat est reconductible **3 fois** de manière tacite pour les mêmes montants et d'une durée de **12 mois**. L'acheteur prend la décision de ne pas reconduire le contrat 3 mois avant la date de fin de la période d'exécution en cours. Seule le GIPEAM pourra prendre une décision de non-reconduction.

■ 3.3. Pièces contractuelles du marché :

Par dérogation à l'article 4.1 du CCAG FCS, les pièces constitutives du marché, par ordre de priorité décroissante, sont les suivantes :

Pièces particulières :

- l'acte d'engagement et ses annexes éventuelles ;
- Le Cahier des Clauses Particulières, dont l'exemplaire conservé dans les archives du GIPEAM fait seul foi,
- le bordereaux de prix unitaire
- les actes modificatifs contractualisés en phase d'exécution ;

Pièces générales :

Le Cahier des clauses administratives générales des marchés publics de fournitures courantes et de services (« CCAG FCS » - arrêté du 30 mars 2021 portant approbation du cahier des clauses administratives générales des marchés publics de fournitures courantes et de services, NOR : ECOM2106868A) dans sa version applicable à la date de lancement du marché.





4. MODALITES D'EXÉCUTION DE L'ACCORD-CADRE

■ 4.1. Modalités d'exécution et d'attribution des bons de commandes

À la notification du marché, les bons de commande seront transmis au titulaire à la survenance des besoins du GIPEAM.

Les bons de commande peuvent être émis jusqu'au dernier jour de validité du marché.

5. PRIX ET CONDITIONS DE PAIEMENT

5.1 Prix du contrat :

5.1.1 Établissement des prix :

Le titulaire est rémunéré par le GIPEAM sur la base du document tarifaire détaillé communiqué, sous réserve de validation préalable par le GIPEAM.

Les prix sont établis hors taxe et en euros.

En complément des articles 10.1.3 et 10.1.4 du CCAG FCS, les prix sont réputés inclure :

- Toutes charges fiscales, parafiscales ou autres applicables à la prestation.
- L'installation et la mise en service
- Toute autre fourniture ou prestation prévue par le présent CCP

5.1.2. Variation des prix :

Les prix des prestations ne sont pas fermes. Ils varient en fonction de la nature des demandes (dates, destinations, délais de réservation, classes de transport, types d'hébergement, etc.) et des tarifs appliqués par les fournisseurs (compagnies aériennes, établissements hôteliers, loueurs de véhicules...).

Le titulaire s'engage à proposer pour chaque besoin un devis détaillé ou tout autre document justificatif au plus juste des conditions du marché, et à rechercher les offres les plus avantageuses, dans le respect des contraintes exprimées par le GIPEAM (horaires, durée, confort, proximité, etc.).

Les prix indiqués dans le BPU/DQE servent de référence indicative pour la comparaison des offres mais ne constituent pas des prix contractuellement fermes.

5.1.3. TVA :

Conformément à l'article 294 du Code général des impôts, la TVA ne s'applique pas aux prestations réalisées à Mayotte, ni à l'importation de biens. Par conséquent, les prix indiqués dans le cadre du présent marché sont exprimés hors TVA.

Le titulaire s'engage à respecter cette spécificité fiscale applicable à Mayotte et à ne pas inclure de TVA dans ses factures.





■ 5.2 Condition de paiement :

5.2.1. Avance :

Il n'est pas prévu d'avance.

5.2.2. Présentation des demandes de paiement :

Le titulaire facture le GIPEAM sur la base du bon de commande émis.

La facture comporte le détail des prestations, l'émetteur, le destinataire, les mentions spécifiques ainsi que le montant des règlements à effectuer.

La facture est transmise au GIPEAM de la manière suivante :

Elle est transmise de manière électronique aux adresses e-mail communiquées.

Elle est transmise de manière électronique dans les conditions prévues par les articles L2192-1 et suivants du Code de la commande publique à l'adresse email suivante :

<https://chorus-pro.gouv.fr/>

A titre informatif, le titulaire est également invité à envoyer une copie électronique de la facture par e-mail à l'adresse suivante : brigitte.gerifalco-neis@europe-a-mayotte.yt

Il est précisé que la transmission par e-mail ne remplace en aucun cas l'obligation de transmission par Chorus Pro, et seule cette dernière transmission sera retenue pour le traitement des factures.

Elle indique le montant des prestations admises, établi conformément aux stipulations du marché, hors TVA et, le cas échéant, diminué des réfections fixées conformément aux stipulations de l'article 30.3 du CCAG FCS.

Le cas échéant, elle indique également :

- le détail des calculs avec justification à l'appui ;
- en cas de groupement conjoint, pour chaque membre du groupement, le montant des prestations effectuées par celui-ci ;
- en cas de sous-traitance, la nature des prestations exécutées par le sous-traitant, leur montant total hors TVA

Le paiement s'effectuera suivant les règles de la comptabilité publique.

Le délai global de paiement est fixé à 30 jours maximum. Le décompte de ce délai global de paiement ne part qu'à partir de la réception des factures et des pièces justificatives (bon de commandes) correspondantes.

5.2.3. Délai de paiement :

Le délai de paiement est de 30 jours à compter de la réception de la demande de paiement ou du service fait si celui-ci est postérieur à la date de réception de la demande de paiement.

En cas de dépassement du délai de paiement, des intérêts moratoires sont versés au titulaire, calculés par application de la formule suivante :

$$IM = M \times J/365 \times \text{Taux IM} + F$$





Dans laquelle :

IM : montant des intérêts moratoires

M : montant TTC de la demande de paiement

Taux IM : taux de la Banque Centrale Européenne en vigueur majoré de 8 points

J : nombre de jours calendaires entre la date limite et la date réelle de paiement

F : forfait de 40 € de frais de recouvrement

6. CONDITIONS DE RÉALISATION DES PRESTATIONS

■ 6.1 Conditions de réalisation des prestations :

6.1.1. Modalités et délai de réalisation des prestations :

Les prestations de voyages (réservations de transport, hébergement etc.) sont exécutées conformément aux besoins exprimés par le GIPEAM dans le bon de commande.

Le titulaire s'engage à :

- effectuer les réservations demandées dans les délais impartis, en tenant compte des contraintes exprimées (dates de départ et de retour, horaires, lieux, préférences, budget, etc.) ;
- transmettre au GIPEAM tous les documents nécessaires au départ des agents (titres de transport, confirmations de réservation, bons d'échange, etc.) au plus tard 48 heures avant le début du déplacement, sauf urgence dûment justifiée.

La prestation est considérée comme exécutée :

- à la remise complète des documents de voyage au format électronique ou papier ;
- après confirmation par le GIPEAM de la conformité des prestations aux besoins exprimés.

Tout manquement pourra donner lieu à l'application des pénalités prévues au marché.

■ 6.2 Vérification des prestations :

6.2.1. Niveau d'obligation prévu au contrat :

Du fait de l'objet du contrat le titulaire est soumis à une obligation générale de résultat. Celle-ci s'impose au titulaire dans l'exécution de ses engagements contractuels et pour l'intégralité des prestations décrites au contrat. Le titulaire s'engage à exécuter les prestations et à remettre les livrables associés avec le niveau de compétence professionnelle requis pour ce type de prestations, à consacrer tous les moyens humains et matériels nécessaires à sa bonne exécution, ainsi qu'à coopérer de bonne foi avec l'ensemble des intervenants amenés à participer au contrat.





6.2.2. Opérations de vérification des prestations :

Les prestations de voyages sont soumises à des vérifications qualitatives et documentaires simples, destinées à constater leur conformité aux stipulations contractuelles, dans les conditions prévues aux articles 27 à 30 du CCAG – Fournitures courantes et services.

Ces vérifications portent notamment sur :

- la conformité des prestations réservées aux besoins exprimés dans le bon de commande (dates, horaires, classe, type d'hébergement, nombre de personnes, etc.) ;
- la remise dans les délais convenus de tous les documents nécessaires au voyage (titres de transport, confirmations, bons d'échange, etc.) ;
- le respect des conditions tarifaires prévues au contrat ou au devis accepté.

Les vérifications sont effectuées dès réception des documents de voyage par le représentant du GIPEAM ou au plus tard à l'issue de la prestation.

À défaut de notification d'une décision par l'acheteur dans un délai de 15 jours à compter de la réception complète des documents, les prestations sont réputées admises.

En cas de non-conformité :

- le GIPEAM peut demander la correction ou le remplacement immédiat de la prestation, sans frais supplémentaires ;
- il peut également décider d'accepter la prestation avec réfaction du prix, si les écarts sont mineurs et que l'intérêt du service n'est pas compromis.

L'acheteur se réserve la possibilité de rejeter toute prestation non conforme ou d'en ajourner l'admission dans les conditions prévues à l'article 30 du CCAG-FCS.

■ **6.3 Clause de réexamen et modifications du contrat**

6.3.1. Clause de réexamen et modifications du contrat :

Conformément aux dispositions de l'article L. 2194-1 du code de la commande publique, le présent contrat peut être modifié dans les conditions ci-dessous sans que ces modifications ne viennent changer l'objet ou la nature globale du marché.

La clause de réexamen pourra être utilisée en cas de :

- modification des clauses contractuelles dès lors qu'elles ne sont pas substantielles
- autres ajouts et modifications tels que précisé ci-après.

6.3.1.1. Modifications et ajouts suite à une évolution réglementaire ou normative

En cours d'exécution du marché, une évolution de la réglementation ou des normes applicables au marché peut avoir pour effet de rendre obligatoire la modification de l'offre consistant en la modification des matériels ou des prestations figurant au BPU, et/ou en l'ajout d'un ou plusieurs produits, accessoires, options ou prestations non prévus au BPU.

En tout état de cause, l'augmentation des prix résultant de cette situation ne saurait excéder le coût de la mise aux normes des matériels ou prestations.

CONTACT

-

1, rue du Receveur Madi Combo
Lotissement Mlézi

www.europe-a-mayotte.yt





6.3.1.2. Autres cas d'ajouts rendus nécessaires pour la bonne exécution du contrat

Pour les cas autres, lorsqu'un ajout de prestation, non prévu au marché, est rendu nécessaire pour sa bonne exécution, le GIPEAM peut procéder à son intégration, avec le consentement du titulaire, dans les conditions décrites ci-dessous.

A la demande du GIPEAM, le titulaire lui fait parvenir les documents et justificatifs concernés tels que mentionnés à l'article « Modalités de mise en œuvre de la clause de réexamen » ci-dessous. En cas de validation expresse par le GIPEAM, les nouveaux matériels ou prestations sont intégrés au marché, dans les conditions définies à l'article « Modalités de mise en œuvre de la clause de réexamen » ci-dessous.

En tout état de cause la prestation ajoutée :

- doit être conforme à l'objet du marché,
- ne doit pas remettre en cause la nature globale du marché,
- doit être analogue à un matériel ou une prestation (ou à une catégorie de matériel ou de prestation) figurant au marché, ou à défaut d'analogie, avoir un code CPV (niveau division ou groupe) identique à celui indiqué dans l'avis d'appel public à concurrence du marché,
- doit être nécessaire à sa bonne exécution.

Le matériel ou la prestation est nécessaire à la bonne exécution du marché lorsqu'il permet de répondre à un besoin identifié par le GIPEAM ou résultant de la demande d'un bénéficiaire. Le produit ou la prestation concerné n'était pas commercialisé au moment de la date limite de dépôt des offres du présent marché ou pas mentionné dans l'annexe prix à l'acte d'engagement du marché.

L'analogie du matériel ou de la prestation s'apprécie au regard des caractéristiques techniques et des besoins auxquels répondent le matériel ou la prestation à intégrer, d'une part, et le matériel ou la prestation figurant au marché et considéré comme analogue, d'autre part.

En cas d'ajout de matériel ou de prestation analogue, le prix net du nouveau matériel ou prestation est déterminé de la manière suivante :

- Par application, au prix public ou au prix conseillé par le fabricant du matériel ou de la prestation ajoutée, du taux de remise contractuelle applicable au matériel ou à la prestation analogue figurant en annexe à l'acte d'engagement.
- En l'absence de tarif conseillé par le fabricant, le titulaire justifie par tout moyen l'équivalence des conditions économiques entre le matériel ou la prestation ajoutée et le matériel ou la prestation analogue existant au marché, notamment par la communication de son taux de marge.

En tout état de cause, le prix de la prestation ou du matériel ajouté ne saurait excéder de 25% le prix du matériel ou de la prestation analogue existant au marché.

En cas d'ajout de matériel ou de prestation fondé sur un code CPV (niveau division ou groupe) identique à celui indiqué dans l'avis d'appel public à concurrence du marché (en cas d'absence de matériel ou prestation analogue existant au marché), le prix net du matériel ou de la prestation ajoutée au marché est déterminé de la manière suivante :

- En présence d'un prix public ou d'un prix conseillé par le fabricant :
 - Le titulaire propose au GIPEAM, dans le dossier préalable prévu à l'article « Modalités de mise en œuvre de la clause de réexamen » ci-dessous, un taux de remise contractuel.
 - Le prix net du matériel ou de la prestation ajoutée est déterminé par application du taux de remise contractuel ainsi déterminé au prix public ou au prix conseillé par le fabricant du matériel ou de la prestation ajouté.
- En l'absence de prix public ou de prix conseillé par le fabricant :
 - Le titulaire propose au GIPEAM, dans le dossier préalable prévu à l'article « Modalités de mise en œuvre de la clause de réexamen » ci-dessous, le prix net du matériel ou prestation ajouté.

Le titulaire justifie par tout moyen les modalités de détermination de ce prix, notamment par la communication de son taux de marge.





6.3.1.3. Modifications en cas de circonstances imprévisibles

L'article R.2194-5 dispose que « le marché peut être modifié lorsque la modification est rendue nécessaire par des circonstances qu'un acheteur diligent ne pouvait pas prévoir ».

Dans ce cas, les dispositions des articles R.2194-3 et R.2194-4 sont applicables ainsi que l'article 25 du CCAG. Plus particulièrement, lorsque la poursuite de l'exécution du marché est rendue temporairement impossible en raison d'une circonstance que des parties diligentes ne pouvaient prévoir, au moment de la conclusion du contrat, dans sa nature ou dans son ampleur et modifiant de manière significative les conditions d'exécution du marché (par exemples : difficultés d'approvisionnement en matières premières ou de production, édicton par une autorité publique de mesures venant restreindre, interdire, ou modifier l'exercice de certaines activités en raison d'une telle circonstance) le titulaire peut proposer au GIPEAM :

- Une prestation de substitution permettant d'assurer la continuité de l'exécution contractuelle sans surcoût pour le bénéficiaire final ;
- Une modification des délais contractuels ;
- Une modification des prix initiaux, sous réserve que cela ne constitue pas une modification de l'équilibre financier du présent marché au profit du titulaire ;

Cette demande est accompagnée de justificatifs permettant d'apprécier le bien-fondé de la demande.

Après validation écrite par le GIPEAM, la prise en compte de ces modifications est notifiée dans les meilleurs délais au titulaire par tout moyen permettant de donner date certaine. A défaut de réponse par le GIPEAM dans un délai de 15 jours ouvrés, la demande est réputée rejetée.

6.3.1.4. Modalités de mise en œuvre de la clause de réexamen

Les évolutions peuvent avoir des conséquences sur :

- les prix des prestations indiqués dans le BPU ;
 - la composition des prestations (modifications, ajouts) et par voie de conséquence, sur les prix correspondants.
- Le titulaire est tenu de soumettre au GIPEAM un dossier motivé au plus tard 1 mois avant la date souhaitée d'ajout ou de modification.

Le dossier contient notamment, s'il y a lieu :

- Les justificatifs techniques et fonctionnels des liens directs (déclinaison, accessoire, option) entre le matériel ou la prestation modifié ou ajouté et le matériel ou la prestation présent au marché,
- Les caractéristiques techniques du matériel ou de la prestation ajouté ou modifié,
- La documentation technique du matériel ou de la prestation ajouté ou modifié,
- Les justificatifs tarifaires conformément aux dispositions ci-avant,
- L'annexe « Valeur technique » mise à jour, le cas échéant,
- L'annexe « Prix » mise à jour, le cas échéant.

A compter de la réception du dossier complet susvisé, le GIPEAM dispose d'un délai de 15 jours calendaires pour valider la modification ou l'ajout. L'absence de réponse dans le délai indiqué vaut rejet de la modification ou ajout concerné. Le Titulaire, lorsqu'il est à l'origine de la demande, ne peut prétendre à aucune indemnité ni aucun dédommagement, à quelque titre que ce soit, en cas de rejet par le GIPEAM de la demande de modification ou d'ajout.

Si la demande de modification ou d'ajout est acceptée par le GIPEAM, les nouveaux prix sont intégrés dans l'annexe « Prix » à l'acte d'engagement sans qu'il soit nécessaire d'établir un avenant.

Les nouveaux prix entrent en vigueur à la date fixée par le GIPEAM dans le courrier adressé au titulaire par tout moyen ou, à défaut, à l'expiration d'un délai de trente (30) jours calendaires à compter de la validation expresse du GIPEAM.

Les nouveaux prix s'appliquent aux commandes émises à compter de cette date.





6.3.1.5. Adjonction de prestations

Il est fait usage de la présente clause pour les ajouts de prestations qui ne sont pas une déclinaison des prestations du marché dont l'augmentation du prix excède de plus de 25% le prix des prestations analogue au marché.

Il peut être procédé à la demande du GIPEAM, à l'adjonction au présent marché de nouvelles prestations dès lors que :

- la prestation est conforme à l'objet du marché ;
- la prestation n'était pas commercialisée au moment de la date limite de dépôt des offres ayant donné lieu à la conclusion du présent marché.

6.3.2. Dérogation au principe d'exclusivité

Si la conclusion du présent marché a vocation à conférer au titulaire l'exclusivité pour la réalisation de prestations objet du présent marché, le GIPEAM souhaite, afin de s'assurer qu'elle sera en mesure de répondre à ses besoins, pouvoir déroger à cette exclusivité, dans certaines hypothèses et sous certaines conditions.

Ainsi, d'une part, pour des besoins occasionnels de faible montant, le GIPEAM pourra s'adresser à un prestataire autre que le titulaire du marché, pour autant que le montant de tels prestations ne dépasse pas 10 % du montant estimé.

Aussi, d'autre part et compte tenu de la situation insulaire du lieu d'exécution du présent marché, en cas de difficultés majeures du titulaire résultant de circonstances qu'un acheteur diligent ne pouvait pas prévoir, le GIPEAM pourra déroger au principe d'exclusivité rappelé supra et faire appel à des opérateurs tiers susceptibles de répondre à ses besoins.

Un tel recours à ces tiers – dans le respect des règles de publicité et de mise en concurrence – sera possible en cas d'absence de réponse du titulaire ou d'impossibilité à répondre au besoin du GIPEAM.

6.3.3. Dématérialisation du suivi :

L'acheteur notifie au titulaire les actes d'exécution et modificatifs, par voie électronique, via son profil acheteur. La notification de l'acte est réputée être le jour de la première consultation du document si celle-ci a lieu moins de 48h à compter de son envoi, ou à défaut, 48h après.

7. OBLIGATIONS DU TITULAIRE

■ 7.1 Obligations courantes du titulaire

7.1.1. Assurances :

Le titulaire doit contracter les assurances permettant de garantir sa responsabilité à l'égard de l'acheteur et des tiers, victimes d'accidents ou de dommages causés par l'exécution des prestations.

Il doit justifier, dans un délai de quinze jours à compter de la notification du contrat et avant tout début d'exécution de celui-ci, qu'il est titulaire de ces contrats d'assurances, au moyen d'une attestation établissant l'étendue de la responsabilité garantie.

À tout moment durant l'exécution le titulaire doit être en mesure de produire cette attestation dans un délai de 15 jours à compter de la réception de la demande de l'acheteur.





7.1.2. Devoir d'information et de conseil :

Le titulaire est tenu à une obligation générale d'information et de conseil à l'égard de l'acheteur. A ce titre, il l'avise de toute modification réglementaire applicable aux prestations objet du contrat et de tout autre élément susceptible d'affecter ses conditions d'exécution.

Le titulaire, en sa qualité de professionnel du domaine objet du contrat, s'engage à communiquer à l'acheteur dans les meilleurs délais, les alertes et mises en garde, notamment en cas de retard, de difficultés majeures ou de tout événement susceptible d'impacter le projet.

Enfin, le titulaire est tenu de notifier à l'acheteur les modifications survenant au cours de l'exécution du contrat et qui se rapportent :

- Aux personnes ayant le pouvoir de l'engager ;
- A la forme juridique sous laquelle il exerce son activité, à sa raison sociale ou sa dénomination ;
- A son adresse, son siège social ou à l'adresse d'exécution des prestations ;
- Aux renseignements qu'il a communiqués pour l'acceptation d'un sous-traitant et l'agrément de ses conditions de paiement.

7.1.3. Prévention des risques de conflits d'intérêts et de corruption :

Durant l'exécution du contrat le titulaire s'engage à maintenir son indépendance d'analyse et d'action afin d'éviter toute distorsion de concurrence, à éviter tout conflit pouvant exister entre ses intérêts, ceux de l'acheteur et ceux des autres opérateurs susceptibles d'être amenés à participer à l'exécution du contrat. Le titulaire s'engage à avertir l'acheteur de toute situation susceptible d'aboutir à un conflit d'intérêts et lui soumet les dispositions qu'il propose de mettre en œuvre afin de faire disparaître cette situation. A ce titre, le titulaire s'engage à divulguer sur simple demande de l'acheteur les liens qui l'uniraient aux opérateurs économiques présentant leur candidature lors d'une autre consultation.

Conformément aux dispositions de la loi n°2016-1691 du 9 décembre 2016 relative à la transparence, à la lutte contre la corruption et à la modernisation de la vie économique le titulaire garantit que toute personne, physique ou morale, intervenant pour son compte dans le cadre du présent contrat :

- Respecte toute réglementation ayant pour objet la lutte contre la corruption et le trafic d'influence ;
- Met en place et maintient ses propres politiques et procédures relatives à l'éthique et à la lutte contre la corruption ;
- Informe l'acheteur de tout événement qui pourrait avoir pour conséquence l'obtention d'un avantage indu, financier ou de toute autre nature, à l'occasion du présent contrat ;
- Fournit toute assistance nécessaire à l'acheteur pour répondre à une demande d'une autorité dûment habilitée relative à la lutte contre la corruption.

7.1.5. Réparation des dommages :

Les dommages de toute nature causés au personnel ou aux biens par le titulaire du fait de l'exécution du contrat sont à la charge du titulaire.

Les dommages de toute nature causés au personnel ou aux biens du titulaire par l'acheteur du fait de l'exécution du contrat sont à la charge de l'acheteur.

L'article 8 du CCAG est applicable





7.1.6. Sous-traitance :

Les prestations principales du présent marché ne peuvent pas faire l'objet de sous-traitance. Toutefois, le titulaire peut faire appel à des sous-traitants pour la réalisation de services connexes ou accessoires aux prestations principales (ex. : transferts, assurance, assistance), sous réserve du respect des conditions fixées à l'article 3.6 du CCAG – Fournitures courantes et services.

Le titulaire demeure en tout état de cause entièrement responsable de la bonne exécution du marché.

■ 7.2 Obligations liées à la sécurité

7.2.1. Confidentialité et protection des données personnelles :

Le titulaire et l'acheteur qui, à l'occasion de l'exécution du contrat, ont connaissance d'informations ou reçoivent communication de documents signalés comme présentant un caractère confidentiel, sont tenus de prendre toutes mesures nécessaires afin d'éviter que ces informations ou documents ne soient divulgués à un tiers qui n'a pas à en connaître.

Les parties s'engagent à respecter la réglementation applicable au traitement de données à caractère personnel éventuellement mis en œuvre dans le cadre de l'exécution du contrat.

Le titulaire doit informer ses sous-traitants des obligations de confidentialité et s'assurer du respect de ces obligations par ses sous-traitants.

L'article 5 du CCAG est applicable.

8. LITIGE ET SANCTIONS

■ 8.1 Représentation des parties :

Dès la notification du contrat, l'acheteur désigne une ou plusieurs personnes physiques, habilitées à le représenter auprès du titulaire. D'autres personnes physiques peuvent être habilitées par l'acheteur en cours d'exécution.

Le titulaire désigne dès le début du contrat les noms et coordonnées professionnelles d'une ou plusieurs personnes chargées de le représenter pour l'exécution des prestations. En cas d'empêchement ou de remplacement de ces représentants en cours d'exécution du contrat, le titulaire en avise sans délai l'acheteur et lui indique les noms et coordonnées professionnelles d'un nouveau représentant. Ce ou ces représentants sont réputés disposer des pouvoirs suffisants pour prendre les décisions nécessaires engageant le titulaire.

■ 8.2 Pénalités

Pénalité	Fait générateur et mode de calcul
Pénalité pour retard en cas de dépassement du délai d'exécution	<p>En cas de retard dans la transmission des documents de voyage (titres de transport, bons de réservation, confirmations, etc.) au-delà du délai prévu (48 heures avant le départ, sauf urgence), une pénalité de 50 € par jour calendaire de retard sera appliquée, par voyage concerné.</p> <p>En cas de réservation non conforme à la demande validée par le GIPEAM (ex : mauvaise date, classe de voyage non respectée, hébergement incorrect), une pénalité forfaitaire de 150 € par prestation concernée pourra être appliquée, sans préjudice de l'exécution correcte de la prestation ou de son remboursement.</p>





8.2.1. Pénalités pour retard ou de mauvaise exécution - observations préalables à l'application :

Le titulaire s'engage à respecter la demande du GIPEAM.

En cas de non-respect, le GIPEAM aura la possibilité d'appliquer, sans mise en demeure préalable, des pénalités de retard.

8.2.2. Pénalités pour retard - seuil d'exonération :

Par dérogation à l'article 14.1.3 du CCAG, les pénalités pour retard s'appliquent dès le premier euro.

■ 8.3 Résiliation et autres stipulations

8.3.1 Résiliation du marché :

Les cas de résiliation sont régis par le CCAG-FCS applicable.

Par dérogation à l'article 41.1 du CCAG-FCS, le marché pourra être résilié pour faute et sans mise en demeure préalable en cas de condamnation du titulaire en sa qualité de personne morale ou de personne physique au titre de l'irrespect des dispositions de la loi n° 2008-496 du 27 mai 2008 portant diverses dispositions d'adaptation au droit communautaire dans le domaine de la lutte contre les discriminations.

La résiliation du présent marché pourra être prononcée aux frais et risques du titulaire après une mise en demeure restée sans effet, en application et dans les conditions de l'article 45 du CCAG-FCS

8.3.2. Exécution de la prestation aux frais et risques du titulaire :

Les dispositions de l'article 45 du CCAG s'appliquent. En cas de non-exécution ou mauvaise exécution des prestations prévues au contrat après mise en demeure restée sans effet, ou en cas de décision de résiliation du contrat et si cette décision le mentionne, l'acheteur peut faire procéder par un tiers à l'exécution des prestations, aux frais et risques du titulaire. Cette décision est notifiée au titulaire par l'acheteur.

Le contrat passé avec le tiers est transmis au titulaire pour information. Ce dernier ne peut pas prendre part à l'exécution de ce contrat de substitution mais est tenu de fournir toutes les informations utiles à sa bonne exécution.

L'augmentation des dépenses par rapport au prix du présent contrat est à la charge du titulaire. La diminution des dépenses ne lui profite pas.





8.3.3 Résiliation partielle

Une résiliation partielle pourra être effectuée :

- soit d'un commun accord
- soit lorsque le titulaire n'est pas en mesure de respecter ses obligations contractuelles

La résiliation concernera un produit ou un ensemble de produits.

8.3.4. Résiliation à l'égard d'un titulaire

Le GIPEAM peut faire procéder par un tiers, l'exécution de tout ou partie des prestations prévues par le marché, aux frais et risques du titulaire dans les hypothèses ci-après précisées :

- Si le titulaire ne se conforme pas aux stipulations du marché et notamment s'il ne répond pas ou n'exécute pas les prestations prévues au marché
- Si le titulaire n'a pas déféré à la mise en demeure ou même sans mise en demeure en cas d'inexécution par le titulaire d'une prestation qui, par sa nature, ne peut souffrir d'aucun retard, il est fait appel à un autre opérateur économique, aux frais et risques du titulaire défaillant.

La décision de faire exécuter les prestations par un tiers en lieu et place du titulaire, est notifiée au titulaire par le GIPEAM.

Dans cette hypothèse, et sous réserves qu'elles ne soient pas entièrement exécutées, le titulaire peut être autorisé par ordre de service à reprendre l'exécution des prestations s'il justifie des moyens nécessaires à cette fin dans le délai prévu par les documents particuliers du marché ou, à défaut, dans le délai de trois mois suivant la notification de la décision d'exécution aux frais et risques. S'il n'a pas été autorisé à reprendre l'exécution du marché dans ce délai, le marché est résilié pour faute du titulaire.

- En cas de résiliation du marché pour faute du titulaire, si la décision de résiliation le mentionne expressément.

S'il n'est pas possible au GIPEAM de se procurer, dans des conditions acceptables, des prestations exactement conformes à celles dont l'exécution est prévue dans le présent marché ou le bon de commande, il peut y substituer des prestations équivalentes.

Le titulaire du marché résilié n'est pas admis à prendre part, ni directement ni indirectement, à l'exécution des prestations effectuées à ses frais et risques. Il doit cependant fournir toutes les informations recueillies et les moyens mis en œuvre dans le cadre de l'exécution du marché initial et qui seraient nécessaires à l'exécution du marché de substitution. Ce marché de substitution est transmis pour information au titulaire défaillant. L'augmentation des dépenses, par rapport aux prix du marché, résultant de l'exécution des prestations aux frais et risques du titulaire, est à la charge du titulaire. La diminution des dépenses ne lui profite pas.

8.3.5. Résiliation pour faute

En cas de mauvaise exécution des prestations objet du contrat ou de non-respect des stipulations du contrat par le titulaire, l'acheteur peut résilier le contrat aux torts du titulaire et après mise en demeure restée sans effet pour les motifs prévus à l'article 41.1 du CCAG. Cette résiliation ne donne droit à aucune indemnisation du titulaire et n'éteint pas l'action éventuelle de l'acheteur en réparation des préjudices causés par la faute du titulaire.





8.3.6. Résiliation pour motif d'intérêt général

L'acheteur public se réserve le droit de résilier le marché à tout moment pour un motif d'intérêt général, sans qu'il soit nécessaire de démontrer une faute ou un manquement de la part du titulaire.

En cas de résiliation pour motif d'intérêt général, le titulaire sera indemnisé uniquement pour les prestations effectivement réalisées à la date de notification de la résiliation et pour les dépenses dûment justifiées engagées pour l'exécution des prestations réalisées. Aucun autre dédommagement, notamment pour le manque à gagner ou les frais non engagés, ne pourra être réclamé par le titulaire.

La résiliation prendra effet à la date précisée dans la décision notifiée au titulaire par l'acheteur.

8.3.6. Tribunal compétent

En cas de litige le tribunal compétent est le suivant :

Tribunal Administratif de Mamoudzou
731 boulevard Younoussa Bamana
97600 MAMOUDZOU
Téléphone : 02 69 61 18 56
Télécopie : 02 69 61 18 62
Courriel : greffe.ta-mayotte@juradm.fr

Les recours peuvent être déposés sur <https://www.telerecours.fr/> ou adressés par courrier.

9. FIN DU MARCHÉ

■ 9.1. Propriété intellectuelle :

Conformément au CCAG, le titulaire cède ses droits sur l'utilisation des résultats des prestations du contrat à titre non exclusif. Les autres dispositions du CCAG en matière de propriété intellectuelle s'appliquent.

■ 9.2. Certificat de bonne exécution :

Si le contrat a été exécuté dans les délais et niveaux de qualité prévus au cahier des charges, l'acheteur peut, à la demande du titulaire, établir un certificat de bonne exécution du contrat à faire valoir sur sa candidature pour d'autres appels d'offres.





PARTIE 2. CLAUSES TECHNIQUES PARTICULIERES

2.1 Description des prestations attendues

Le titulaire assurera l'ensemble des prestations nécessaires à l'organisation des déplacements professionnels des agents du GIPEAM, incluant notamment :

- Réservation et émission de titres de transport (avion, train, location de véhicule etc.)
- Réservation d'hébergements (conformes aux standards de confort, de sécurité et aux besoins exprimés)
- Organisation des transferts (navette, taxi etc.)
- Souscription de prestations complémentaires : assurance voyage, assistance, formalités (visa, etc.)
- Services annexes : gestion des urgences, modifications/annulations etc.
- Mise à disposition d'une plateforme ou d'un interlocuteur dédié pour le traitement des demandes

2. Exigences de qualité, de réactivité et d'organisation

Le titulaire devra respecter les engagements suivants :

- Délai de réponse à une demande : maximum 48h ouvrées, sauf urgence
- Transmission des titres de voyage au moins 48h avant le départ (sauf cas particulier)
- Assistance téléphonique ou en ligne disponible aux heures ouvrées, avec astreinte en cas d'urgence
- Proposition de l'offre la plus économique, conforme aux besoins exprimés
- Gestion optimisée des déplacements
- Reporting régulier sur les prestations réalisées, à la demande du GIPEAM



Documents et liens utiles (versions en vigueur à la date du lancement de la consultation) :

Code de la commande publique et ses annexes (Legifrance)
CCAG Fournitures courantes et services du 30 mars 2021 dans sa rédaction en vigueur au moment de la remise de l'offre.

